

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/C-est-l-imperialisme-neoliberal-des-neocons-idiot>

C'est l'impérialisme néolibéral des « neocons », idiot !

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mercredi 24 septembre 2014

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Je sais que ce titre n'est pas original, mais, qu'importe. L'essentiel dans un moment crucial de l'histoire humaine et de l'existence de la planète, comme en ce moment, c'est de nommer les choses et de les mettre à leur place, pour pouvoir nous guider sur un terrain miné par des subversions pour faire chuter des gouvernements progressistes et des provocations pour déclencher des guerres, et tout cela au milieu d'un épais brouillard de désinformation et d'une propagande qui veut nous conditionner à voir la Russie et d'autres pays comme des « ennemis » intraitables et menaçants, justifiant de cette façon l'offensive de l'impérialisme US et ses alliés de l'OTAN pour créer dans les relations internationales un climat de confrontation similaire à celui de la Guerre Froide avec l' (ex-) Union soviétique, ou bien pire si on inclut dans cette analyse les sinistres messages que des militaires, des fonctionnaires ou « des analystes » des *think tanks* du complexe militaro-financiero-industriel laissent tomber, insinuant qu'avec les systèmes antimissiles des États-Unis d'Amérique (US) une guerre nucléaire contre la Russie est « gagnable ».

Le messianisme de l'empire US

Mais d'abord, pour définir l'utopie (qui dans la réalité est une dystopie ou une anti utopie) de l'empire néolibéral, je propose aux lecteurs de consulter le « dico » de l'Académie Royale de la Langue Espagnole [équivalent du Littré], pour regarder les treize mots qui commencent par le préfixe « omni », c'est-à-dire *tout* en latin. Sur les treize il y en a quatre qui définissent en première instance les attributs ou les pouvoirs exclusifs de Dieu. Ce qui figure en *italique* est la version du dictionnaire, ce qui suit est ce que s'attribue ou cherche de réaliser l'empire néolibéral avec les États-Unis d'Amérique à sa tête.

- ▶ *Omnimodo/Universel, donne : qui embrasse et comprend tout.* Jusqu'à l'arrivée du néolibéralisme c'était un attribut exclusif de Dieu. Mais comme l'essence du capitalisme néolibéral est de s'universaliser, comprendre absolument tout et de ne pas laisser aucune autre alternative, comme Margaret Thatcher disait, être universel est l'objectif que se fixe l'impérialisme néolibéral après avoir cherché la domination globale et totale.
- ▶ *Omnipotence : pouvoir universel, attribut uniquement de Dieu//2. Un très grand pouvoir.* Dans sa deuxième acception l'omnipotence est un pouvoir terrestre très grand mais non universel, aussi nous restons avec la première acception pour définir l'objectif actuel de l'empire américain, dont le potentiel militaire, peut gommer l'humanité de la face de la planète, parce qu'il comprend les armes nucléaires et les armes conventionnelles et non conventionnelles les plus avancées utilisables à partir de quelque milliers de bases militaires localisées aux US et dans 130 autres pays.

Ce pouvoir est possible par *l'omniprésence* militaire US dans toutes les régions du monde, par ses alliances militaires collectives (OTAN, NORAD) et les traités bilatéraux de défense, comme avec le Japon, par exemple [1]. *L'omnipotence* est aussi un pouvoir de vie ou de mort, comme celui que le Président Barack Obama s'est octroyé sur des citoyens de son pays ou étrangers [2], de pouvoir unilatéralement agir dans toute situation : arrêter et séquestrer dans d'autres pays des citoyens étrangers pour les juger aux US ; reconnaître ou ignorer les référendums et les gouvernements (Kosovo si, Crimée non) ; bombarder avec des drones et tuer des civils, envahir ou bombarder des pays (Serbie, Libye, Syrie, Irak ...).

Dans le domaine de l'activité économique l'empire néolibéral cherche à atteindre *l'omnipotence* grâce à l'application universelle de la loi US [3], que ce soit directement (le juge Thomas Griesa fournit un bon exemple avec sa décision sur les « fonds vautours »), au moyen d'accords bilatéraux ou multilatéraux, et fondamentalement à travers des institutions multilatérales qui assument le rôle de gardien de cet ordre.

- ▶ *Omniprésence : présence en même temps partout, en réalité une condition de Dieu seul.//2.* Présence

intentionnelle de celui qui voudrait être dans plusieurs endroits et se présente vite dans les lieux qui le requièrent. De nouveau, la deuxième acception est terrestre et insuffisante pour définir l'ambition divine de l'empire, qui est en effet « ubiquiste » à travers la société de consommation, les avancées dans les télécommunications et son contrôle sur les archi concentrés médias de diffusion. Il est omniprésent parce qu'il est partout et sur tous es écrans en même temps, trompant, désinformant, ou mentant avec sa propagande. Avec ses satellites espions, le GPS incorporé dans les téléphones portables, les voitures et autres équipements électroniques, et à travers l'espionnage électronique global, qui inclut ses plus fidèles proches alliés, l'empire peut nous observer jour et nuit grâce à la NSA et ses associés étatiques et privés. Encore une fois, la liste est longue et s'allonge.

► *Omniscience* : *Connaissance de toutes les choses réelles et possibles, attribut exclusif de Dieu*//2. Connaissance de plusieurs sciences ou matières. De nouveau, la première acception est plus pertinente pour décrire l'ambition impériale d'espionner tout le monde pour savoir tout sur ses idées, ses goûts et ses faiblesses, et pour lui voler les secrets industriels et commerciaux, comme a révélé Edward Snowden. La recherche de l'omniscience a porté les US vers une société « orwellienne », mais sert à expliquer fondamentalement les énormes budgets de la recherche scientifique et technologique destinée à ce que le Pentagone dispose toujours de nouvelles et plus puissantes armes qui assurent l'omnipotence de l'empire.

Parmi d'autres aspects, l'attribut divin de *l'omniscience* permet de maintenir - grâce à l'obsolescence programmée par les industries, la copie terrestre de l'attribut de Dieu qui nous a rendus mortels - un flux constant de biens (inutiles) qui, avec l'application du sacralisé « droit de propriété intellectuelle » omniprésent dans les traités commerciaux, est une source inépuisable pour l'extraction de profits au bénéfice des monopoles, qui s'appellent Monsanto ou Microsoft.

L'unipolarité lui échappe des mains.

La création d'un front de confrontation avec la Russie à partir du coup d'État en Ukraine, et la décision de recommencer à intervenir unilatéralement en Syrie - en armant les « rebelles modérés » qui seront les prochains extrémistes, comme cela s'est toujours passé - et à bombarder les positions des extrémistes islamiques qui cherchent d'imposer l'État Islamique ou le Califat en Irak et en Syrie, confirment que les US agissent très dangereusement et irrationnellement.

Nombre d'observateurs bien qualifiés dans le domaine des relations internationales et les systèmes mondiaux sont déconcertés devant l'absence totale de rationalité en politique impériale. Il est impossible d'éviter de penser, comme le souligne très bien le sociologue us Immanuel Wallerstein, que les US « *se trouvent dans une décadence sérieuse. Tout va mal pour eux. Et dans la panique, ils sont comme le conducteur d'une voiture puissante qui a perdu le contrôle et ne sait pas comment réduire la vitesse. Aussi accélère t-il et va vers un crash important. La voiture tourne dans toutes directions et dérape. C'est autodestructeur pour le conducteur, mais le choc peut aussi se transformer en une catastrophe pour le reste de monde* » [4].

En effet, comme l'écrit Alexander Reid Ross, « c'est vrai même si c'est très triste. La deuxième Guerre Froide a déjà refait surface. Les *think tanks* bourdonnent d'éléments pour trouver la meilleure manière d'anéantir le monde » [5].

Cette scène est franchement redoutable mais réaliste si nous nous rappelons que la dissuasion qui a empêché d'arriver à la guerre « chaude » et à l'usage d'armes nucléaires pendant la tendue Guerre Froide entre les US et l'Union Soviétique, fut possible parce que les leaders politiques et militaires des deux champs, marqués par l'expérience proche de la Deuxième Guerre mondiale, agissaient rationnellement et faisaient tout leur possible pour ne pas prendre des décisions aux coûts inadmissibles.

Une dissuasion basée sur la doctrine de la « destruction mutuelle » est maintenant totalement irréaliste parce que, comme on a vu, les néoconservateurs du « *Project for the New American Century* » [6] incubé au Pentagone sous la présidence de George Bush (père), continuent incrustés depuis ce temps-là dans les équipes qui contrôlent l'agenda de la stratégie politique US, qui peut être définie seulement comme une tentative irrationnelle (ou messianique) de dominer militairement le monde, à n'importe quel coût, pour que l'empire néolibéral s'universalise et que l'hégémonie soit irréversible.

Le plan d'hégémonie militaire qui soutient l'ambition impériale a bien été explicité dans le brouillon du document « *Defense Planning Guidance for the 1994-99* » du Pentagone, rédigé entre 1990 et 1992 - quand l'Union soviétique était déjà éclatée - sous la conduite du Sous-secrétaire de Défense Paul Wolfowitz qui suivait les orientations du Ministre de la Défense de l'époque, Dick Cheney.

Dans ce document secret, selon la description qu'en 1992 le *Washington Post* et le *New York Times* ont faite [7], est affirmé que « n'est pas de notre intérêt ou toute autre démocratie le fait de retourner aux périodes précédentes où de multiples pouvoirs militaires se succédaient les uns aux autres au sein de ce qui passait pour être des structures de sécurité, tandis que la paix régionale ou même globale, était dans la balance ».

Wolfowitz et Cheney soulignent dans ce brouillon la nécessité « d'une garantie unilatérale de défense des US » aux pays de l'Europe Centrale, « préférablement dans une coopération avec les nations de l'OTAN », et en envisageant l'usage du pouvoir militaire des US pour « prévenir ou punir », l'usage d'armes nucléaires, biologiques ou chimiques, « même dans les conflits qui n'engagent pas directement les intérêts US ». C'est actuellement la politique d'Obama.

Selon le rapport cité, la version originale de ce document du Pentagone « exclut » que comme stratégie d'après-guerre Froide d'accepter l'existence « d'un super pouvoir rival », et « défend la perpétuation » d'un système unipolaire « dans lequel États-Unis d'Amérique agiront pour prévenir l'ascension de tout concurrent dans sa primauté en Europe Occidentale et dans l'Est de l'Asie (dirigeant même) ses énergies pour contenir les aspirations de leadership régional de l'Allemagne et du Japon ».

Dans ce document il est dit que « une considération dominante et sous-jacente à la nouvelle stratégie de défense régionale est que nous agissons pour prévenir que tout pouvoir qui nous est hostile arrive au pouvoir dominant dans une région dont les recours peuvent être suffisants, sous un contrôle consolé, pour générer un pouvoir global. Ces régions incluent l'Europe Occidentale, l'Asie Orientale, le territoire de l'ex-Union soviétique et le Sud-est asiatique ». Encore une fois, c'est la politique d'Obama.

Dans une analyse de la « grande stratégie d'après-guerre Froide » des US, depuis Clinton à Obama (qui comme nous avons vu a été modelée en réalité par le duo Wolfowitz-Cheney), Bastian van Apeldoorn et Naná de Graff reprennent la définition de William Appleman Williams (2009) sur l'impérialisme us orienté pour établir une hégémonie globale à travers la création d'un ordre mondial libéral aux portes ouvertes au capital US [8]

Qu'est-ce qui a changé dans le monde ?

Pour voir ce qui a changé dans le monde il faudrait s'en référer à l'histoire de la résistance des peuples, à la tentative persistante de l'impérialisme pour imposer à une échelle mondiale les politiques néolibérales, ce qui est impossible dans cet article, toutefois nous pouvons signaler quelques exemples, comme les fortes mobilisations dans le monde entier pour empêcher l'adoption de l'*Accord Multilatéral sur les investissements* (AMI) en 1998 ; les fortes manifestations de protestation à Seattle, au Etats-Unis en 1999 contre l'*Organisation Mondiale du Commerce* (OMC) ; les manifestations qui ont marqué le Sommet des Amériques au Québec, en 2001, où le président Hugo Chavez

voyait déjà, comme m'il me l'a dit quand je l'ai interviewé à cette occasion [9], que l'Accord de Libre-échange des Amériques (ALCA) dépendrait non des décisions des gouvernements « mais des congrès, des assemblées, et dans le cas vénézuélien y compris d'un referendum. Je suis presque sûr qu'au Venezuela il faudra faire un référendum, de par le modèle démocratique participatif ». C'est ainsi que le rejet de l'ALCA a été consolidé pour se concrétiser en 2005 grâce à l'unité naissante latinoaméricaine qui s'est manifestée au sommet de Mar del Plata, sous la présidence du Président argentin Néstor Kirchner.

Si l'Amérique Latine a été l'avant-garde dans cette lutte, cela est dû à ce que l'Amérique du Sud fut la région où ces politiques de libéralisation ont été expérimentées à partir des années 60 et 70 à cause des coups d'État [sanglants] ou des gouvernements des oligarchies non souverainistes déferont les politiques d'intervention étatique dans les économies nationales, privatiseront les entreprises publiques et mettront à disposition nos pays pour que les oligarchies locales et étrangères « les mangent crus », avec les résultats qu'on connaît à partir des années 80 : des pays désindustrialisés, endettés et plongés dans de graves problèmes économiques et financiers, avec nos sociétés écrasées par le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté.

Un autre exemple important de la « débâcle » impériale a été la grande crise financière et économique de 2008-2009, dont les conséquences économiques, financières, sociales et politiques persistent encore. Et l'autre très important est le commencement de cristallisation des tentatives d'intégration des pays émergents - avec le BRIC-BRICS (2009-2010), et au niveau régional avec la création de *l'Union des Nations Sudaméricaines* (2008), de la *Communauté des États Latinoaméricains et Caribéens* (CELAC) en 2011 et la tenue à la fin de 2013 du premier sommet de cette organisation qui exclue les EU et le Canada.

Sur le plan politique international la crédibilité de l'empire suprême est controversée en 2011 par ses deux alliés principaux au Moyen-Orient, Israël et l'Arabie Saoudite, qui critiquent publiquement Obama pour avoir permis le renversement du président égyptien Hosni Moubarak, à quoi s'ajoute le résultat final de l'opération en Libye pour renverser le président Muhammad Kadhafi, assassiné, après avoir été capturé vivant, ou bien la destruction qui en découle de la société et l'infrastructure de ce pays et l'explosion de guerres que depuis ce temps-là dispensent les factions « démocratiques » des extrémistes islamiques.

Suit l'échec en 2013, de l'opération militaire pour renverser le président syrien Bashar al Assad. Ce fut le signe de l'impossibilité de continuer en forçant la création de cette hégémonie : le 30 août 2013 le Parlement britannique se refuse à permettre au gouvernement conservateur de participer au bombardement de la Syrie, et peu de jours après, au sommet du G20 de Saint-Pétersbourg, le dirigeant russe Vladimir Poutine, appuyé par la Chine et d'autres pays du G20 avance, dans ce forum de sujets économiques, qu'une solution militaire à la crise en Syrie n'est pas acceptable. Forcé par les initiatives de la Russie et de la Syrie, Obama se trouve mené à opter pour la négociation, en reconnaissant en fait, que le monde unipolaire ne fonctionnait déjà plus.

Le sentiment que l'unipolarité s'était volatilisée a été renforcé au début de 2014 par le renforcement du processus de formation de blocs régionaux en Eurasie et en Amérique latine et au Caribe, avec politiques qui incluent la participation des États dans la planification économique, dans la conduite des monétaires politiques et de créance, pour s'émanciper de l'hégémonie néolibérale. Dans ce cadre il faut placer les tournées réussies des présidents de la Russie et de la Chine dans les pays de l'Amérique latine - qui ont donné lieu à la signature d'accords économiques, commerciaux et d'investissement importants - et de leurs conversations avec la CELAC et l'UNASUR dans le cadre de la réunion des pays du BRICS au Brésil.

Un septembre dévastateur pour l'empire néolibéral ?

Un autre chapitre important de la crise du système unipolaire qui peut parvenir à secouer l' « état de droit » néolibéral est le remplacement de cet « état de droit » basé sur l'application de la loi US par un « cadre juridique multilatéral » des Nations Unies.

Cette lutte a déjà commencé en ce qui concerne la dette souveraine, quand le 9 septembre dernier l'Assemblée générale de l'ONU a adopté par 124 votes pour, 41 abstentions et 11 votes contre, le projet de résolution présenté par la République Argentine pour créer « un cadre juridique multilatéral pour les processus de refonte de la dette souveraine », travail qui devra être complété avant que ne se termine la session actuelle, en septembre 2015.

Pendant ce temps le Congrès argentin a approuvé, le 11 septembre dernier, la *Loi de Paiement Souverain*, et ce 24 septembre la présidente Cristina Fernández de Kirchner s'exprime devant l'Assemblée générale de l'ONU pour défendre la position de la majorité de plus de deux tiers de pays.

A cette occasion la Présidente argentine est arrivée avec l'appui moral du Papa Francisco - avec qui elle a déjeuné le samedi 20 septembre - qui « dans son exhortation apostolique *Evangelii Gaudium* () a déjà fixé sa position sur ce sujet, en critiquant 'l'idolâtrie de l'argent' et les 'mécanismes sacralisés du système économique régnant' qui promeuvent l'inégalité et nient le droit de contrôle des États, chargés de veiller au bien commun » comme le rappelle la journaliste Victoria Ginzberg (« [Un almuerzo no apto para especuladores](#) », Página/12, 20-09-2014).

Sur l'initiative de Cristina Fernández à l'ONU l'analyste Luis Bruschtein écrit que cela fait partie des mouvements qui ont mené à la formation « de regroupements, plus que de blocs, très hétérogènes dans l'idéologique, mais qui se réunissent à partir de problématiques communes. Ce sont de nouveaux mécanismes géopolitiques qui expriment les conflits du monde contemporain et qui ont remplacé et (ou) se sont ajoutés aux formes les plus idéologiques d'autres époques » (Página/12, « [Ovejitas en el prado](#) », 20-09-2014).

En d'autres mots, la réalité du monde actuel nie la possibilité d'un retour à l'hégémonie unipolaire que les néoconservateurs comme Wolfowitz et Cheney ont établi il y a plus de deux décennies, mais le sentiment d'omnipotence qui prime à Washington et à l'OTAN peut nous mener à une catastrophe mondiale, comme le remarque Wallerstein.

Alberto Rabilotta pour [El Correo](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

* **Alberto Rabilotta**. Journaliste argentino-canadien depuis 1967. Au Mexique pour la « *Milenio Diario de Mexico* » Correspondant de Prensa Latina au Canada (1974). Directeur de Prensa Latina Canada, pour l'Amérique du Nord (1975-1986) Mexique, USA, Canada. Correspondant de l'Agence de Services Spéciaux d'Information, ALASEI, (1987-1990). Correspondant de l'*Agencia de Noticias de México*, NOTIMEX au Canada (1990-2009). Editorialiste sous de pseudonymes -Rodolfo Ara et Rocco Marotta- pour « *Milenio Diario de Mexico* » (2000-2010, Collaborateur d'ALAI, PL, El Correo, El Independiente et d'autres médias depuis 2009.

[El Correo](#). Paris, 24 septembre 2014.

[1] Voir [The Worldwide Network of US Military Bases](#) ; <http://www1.respectsacredland.org/> ; et [Ron Paul says U.S. il y as military personnel in 130 nations and 900 overseas des bases](#)

[2] [Chilling legal memo from Obama DOJ justifies assassination of US citizens](#)

[3] L'exercice de la juridiction universelle par les États-Unis est déterminé par le Congrès, non par la loi internationale ni la cour fédérale. Voir « [Jurisdiction and Universal U.S. Law](#) », une page 11, du professeur Curtis A. Bradley, de [Jurisdiction and Universal U.S. Law](#)

[4] Immanuel Wallerstein, « [Estados Unidos se encamina a un choque](#) », La Jornada, 22-09-2014.

[5] [The Second Cold War is Here](#)

[6] Les « néoconservateurs » du *Project for the New American Century* (PNAC) sont dans des postes des clés de l'appareil de politique extérieure de Washington. L'un des fondateurs du PNAC, de Robert Kagan, a été conseiller de politique extérieure d'Hilary Clinton quand elle était Ministre d'Obama, et continue dans l'équipe d'Hilary pour se présenter comme candidate à la direction du Parti Démocrate. Victoria Nuland, épouse de Kagan, est la Sous-secrétaire de l'État d'Obama et l'organisatrice d'opérations de subversions, et du coup d'État en Ukraine. Voir le document « [Rebuilding América's Defense](#) » ; les Détails des membres et de l'influence du PNAC dans : [Project for the New American Century](#) ; Une analyse récente sur l'influence du PNAC dans : [The Neocons' Project for the New American Century : « American World Leadership » - Syria next to Pay the Price ?](#)

[7] Voir les bureaux du Washington Post : « [Keeping the U.S. First ; Pentagon Would Preclude au Rival Superpower](#) », Washington Post, 3 mars 1992, par Barton Gellman ; et du New York Times en 1992

[8] [Corporate elite networks and us post-coldwar grand strategy from Clinton to Obama](#)

[9] Agence Notimex : Sommet des Amériques : « Nous signerons avec réserves », a anticipé le président Hugo Chavez, Notimex, Quebec, le 21 avril 2001, par Alberto Rabilotta.